La société au garde-à-vous

La Belgique et la Flandre de droite, répercussions de la logique guerrière, 1918-1933

De samenleving in het gelid. De doorwerking van het oorlogsdenken in rechts België en Vlaanderen, 1918-1933

Olivier Boehme

Traducteur : Emilie Syssau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/7813>

DOI : 10.4000/temoigner.7813

ISSN : 2506-6390

Cet article est une traduction de :

De samenleving in het gelid - URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/7805> [nl]

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2018

Pagination : 67-75

ISBN : 978-2-930953-076

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Olivier Boehme, «La société au garde-à-vous», *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [Online], 127 | 2018, Online op 10 février 2022, geraadpleegd op 14 février 2022. URL: <http://journals.openedition.org/temoigner/7813> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/temoigner.7813>

La société au garde-à-vous

La Belgique et la Flandre de droite, répercussions de la logique guerrière, 1918-1933

→ Olivier Boehme

L'image d'une Europe d'avant-guerre paisible et stable était par trop nostalgique. Stefan Zweig a vu ce « monde d'hier » avec les yeux d'un esthète matériellement privilégié qui évoluait parmi la fine fleur d'une société disparue (*Le Monde d'hier*, 1942). Pour cet homme de lettres qui a consacré sa vie aux découvertes culturelles par-delà les frontières du temps et de l'espace, le monde qui s'était précipité dans un second conflit mondial était tout aussi incompréhensible qu'invivable. Le temps d'antan était, par comparaison, sans taches. Plutôt que d'attendre la fin de la fureur qui l'entourait, il quitta la scène en 1942 à ses propres conditions.

LE CREUSET EUROPÉEN

Les générations futures ont mieux compris que la violence de la Grande Guerre n'avait pas éclaté en 1914 comme un coup de tonnerre dans un ciel clair¹. Elle était déjà latente lors des années précédentes. Les nationalistes de tous pays jugeaient trop étroites l'étendue et les frontières de leurs États-nations, dont certains étaient de création relativement récente. Certains trouvèrent un exutoire pour toute cette énergie grâce aux colonies en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, où ils purent donner libre cours à leur volonté de puissance et à leurs idées sur la supériorité de la race blanche. L'empire multinational à la situation géographique la plus centrale, l'Autriche-Hongrie, était soumis à la pression permanente exercée par ceux qui voulaient libérer leur peuple de cette « prison » habsbourgeoise, les germanophones et les Hongrois qui voulaient préserver leur suprématie, et par les fidèles de l'empereur qui, au sein de cette agitation, s'efforçaient de maintenir ce microcosme européen datant de temps pré-nationalistes. Certains hommes politiques comme Karl Lueger usaient déjà adroitement de l'antisémitisme comme d'une arme politique. Communistes et anarchistes fomentaient également la dislocation des États-nations plus homogènes et de leur ordre bourgeois. Cela entraîna bien avant 1914 des actes terroristes qui furent fatals à plusieurs monarques et autres représentants du régime haï. Les deux guerres qui firent rage dans les Balkans de 1912 à 1913 se révélèrent être des précurseurs des épurations ethniques à grande échelle qui allaient ravager de vastes régions d'Europe.

(1) Entre autres ouvrages, le récent *The Pursuit of Power: Europe 1815-1914* de R. J. Evans propose une synthèse similaire de l'Europe au XIX^e siècle. Il ressort de la lecture que la borne chronologique de l'ouvrage (1914) ne constitue pas le moins du monde une rupture abrupte entre un « avant » et un « après » sans pareil.

La société au garde-à-vous
(suite)

Les ingrédients des conflits qui déchirèrent l'Europe durant la première moitié du XX^e siècle étaient présents avant même que celui-ci ne débute : un profond désir de se débarrasser des sublimations et restrictions d'un idéal culturel bourgeois – un idéal qui n'était pas toujours réel, mais plus que simplement de l'ordre des idées. On cherchait des compensations dans l'action, dans la lutte armée et l'impérialisme, mais on aspirait aussi à une utopie de paix, de liberté et d'égalité dont n'étaient cependant pas toujours écartées la révolution, la terreur et la dictature prolétaire. Dans cette atmosphère, le parlementarisme, instrument impuissant d'une « bourgeoisie ennuyeuse », essuya des tirs croisés. Il en alla de même de la croyance en une rencontre et une collaboration internationales paisibles, et de ses « agents juifs ».

RÉVOLUTION ET VIOLENCE DE LA GAUCHE À LA DROITE

Zweig a certes représenté son monde d'antan sous des dehors trop idylliques ; mais il est indéniable que les contemporains de 1918 ne prirent que progressivement conscience que la rupture causée par la Première Guerre mondiale était irrémédiable. Quoi qu'il en soit, cette guerre fut une étape décisive dans une conjoncture sociale et politique minée. Elle a favorisé la transposition des idées communistes de Lénine et de ses bolchéviques en une révolution et en une Union soviétique imposée au terme d'une guerre civile sanglante. En Allemagne et en Hongrie, des admirateurs tentèrent, en vain, de suivre cet exemple, et chaque pays européen dut dorénavant compter avec son lot de partisans du régime moscovite au sein de ses frontières. Mais la droite du spectre politique s'élargit aussi pendant et après la guerre à une mouvance qui associait radicalité de la pensée et radicalité de l'action. On parle même d'une révolution conservatrice ou de droite.

L'association insolite des termes « conservateur » et « révolutionnaire » avait déjà surgi au siècle précédent, mais le bouleversement suscité par le conflit mondial contribua à faire émerger un colossal mouvement conservateur ou révolutionnaire de droite². En 1900, avant même la création de son influente Action française huit ans plus tard, Charles Maurras écrivait déjà à propos de sa « révolution pour le roi ». En Italie, les fascistes qui accédèrent au pouvoir en 1922 et installèrent leur nouveau régime jusqu'en 1943 (la République de Salò de Benito Mussolini se maintint cependant après la capitulation italienne, jusqu'en 1945) revendiquèrent leur « révolution ». Les futuristes, Filippo Marinetti en tête, les acclamèrent : eux aussi voulaient faire table rase d'une culture bourgeoise à leurs yeux vermoulue. Mouvement, rapidité et lutte étaient leurs principes-clés pour un monde nouveau. Gabriele d'Annunzio, poète du décadentisme, s'empara en 1919-1920 de la ville italo-croate de Fiume (Rijeka), où il sut asseoir quelque temps un régime préfigurant celui de Mussolini. Le Duce et les siens n'utilisèrent aucun modèle cohérent pour leur politique socio-économique ; simplement, ils ne pratiquaient pas l'habituelle routine libéralo-bourgeoise et échangeaient continuellement des recettes sans cesse différentes pour régir l'État et son administration constituait l'essence même du

(2) Pour l'aperçu qui suit, voir Olivier Boehme, *Revolutie van rechts en intellectuelen tijdens het interbellum. Ideeënhistorische bijdragen* [1999] [La révolution de droite et les intellectuels pendant l'entre-deux-guerres. Contributions sur l'histoire des idées], Louvain/La Haye, Acco, 2011, p. 17-18. Le présent article repose essentiellement sur les constatations de cet ouvrage, auquel nous renverrons plus loin pour certains aspects précis.

régime : l'autoritarisme basé sur le volontarisme et la violence, avec pour objectif central la gloire du peuple italien et de son empire.

Bien que le fascisme italien ait, après le succès du coup d'État de Mussolini en 1922, constitué un modèle faisant autorité pour la nouvelle vague radicale de droite, il fut progressivement clair qu'en Allemagne, des évolutions au moins aussi lourdes de conséquences étaient en œuvre. En 1918, dans son *Déclin de l'Occident*, Oswald Spengler annonça la dernière phase de la civilisation occidentale ; en 1919, dans son essai *Prussianité et socialisme*, il plaida pour un ordre politique et social doté d'une structure militaire. Arthur Moeller van den Bruck annonça dès 1923 une « tierce voie » dans son livre *Le Troisième Reich*. L'essayiste et romancier Ernst Jünger, décoré de la prestigieuse distinction prussienne Pour le Mérite en vertu de son intrépidité au front, devint le héros de la « révolution nationale »³.

Ces idéologues, comme d'autres, étaient galvanisés par l'expérience envoûtante d'une guerre totale. Avec les efforts de guerre, le conflit mondial avait touché tous les domaines de la société et entraîné une organisation et une coordination d'une ampleur et d'une échelle inédites. Le concept de guerre totale désignait aussi une capacité jamais atteinte à conduire la guerre, un phénomène qui avait même tendu à l'anéantissement total. Ces horreurs insufflèrent à bien des individus l'aspiration à une paix durable, la création de nouvelles formes et nouveaux forums de réflexion internationale, comme la Société des Nations, et même le pacifisme. Dans l'Allemagne de l'après-guerre, la gauche radicale et modérée affirma davantage son rejet de l'impérialisme violent, dans lequel elle voyait une excroissance du capitalisme. Des forces de centre droit (libéraux et adeptes de partis et mouvements confessionnels) étaient elles aussi suffisamment effrayées par l'expérience de la guerre pour vouloir éviter qu'elle se répète. Mais il y avait aussi des personnes fascinées par le déchaînement de forces latentes. Leur aspiration à la grandeur nationale, qui avait été rabaissée dans l'Allemagne vaincue (mais aussi en Italie, qui s'était tenue du côté des vainqueurs, et dans d'autres pays) fut peut-être aussi stimulée par cette frustration. L'envahissement de leur pays par un appareil militaire puissant et colossal suscita chez eux un sens du sublime. Dans son roman à succès *Orages d'acier* paru en 1920, Ernst Jünger magnifia la vie au front en en faisant un événement profondément libérateur. Les sociétés occidentales avaient porté leur savoir-faire scientifique et technologique à un niveau élevé et l'avaient mis au service d'une destruction d'une ampleur inconnue. Cette alliance du rationalisme et de l'irrationalisme était effarante pour quiconque adhérerait à une vision humaniste du monde (quelle qu'elle soit). Cette concomitance de phénomènes visiblement opposés contribua à nourrir le noyau idéologique de la révolution de droite.

La République de Weimar qui succéda à l'empire allemand vaincu vit le jour en 1918-1919 lors d'une guerre civile sanglante. Conquérant la rue dans plusieurs villes, les révolutionnaires communistes fondèrent des républiques soviétiques – avant d'être

(3) L'étude de Mohler offre une analyse approfondie de cet auteur et d'autres écrivains de la révolution conservatrice allemande. Le fait que Mohler, secrétaire privé de Jünger, ait été concerné par son sujet n'enlève rien à la valeur encyclopédique de cette synthèse. Voir aussi Breuer 1996.

La société au garde-à-vous
(suite)

finallement mitraillés avec l'aide des corps francs, ces milices formées par des vétérans de guerre. Ces bandes armées persistèrent sous la forme de ligues au sein desquelles florissaient des idées d'extrême droite et ultranationalistes. La violence faisait partie de cette sous-culture. L'un de ces groupuscules radicaux de droite, l'organisation Consul, perpétra un attentat mortel sur la personne de Walther Rathenau, un homme politique-clé de la République de Weimar. *Stahlhelm* (Casque d'acier), une alliance d'anciens combattants, revendiquait cet esprit militant par son seul nom. Jusqu'au mouvement de jeunesse *Wandervögel* (Oiseaux migrants), qui, bien qu'ayant préconisé la paix, se mua en vivier nationaliste-révolutionnaire⁴. Cette propension à l'autoritarisme, au nationalisme, à la discipline collective, au militarisme et au culte de la violence fut portée par un substrat intellectuel, en la personne d'auteurs tels que Spengler, Jünger, Moeller van den Bruck, Edgar Jung (le prête-plume de Franz von Papen, futur allié d'Hitler), Hans Freyer (auteur de l'essai *Révolution de droite* paru en 1931) et d'autres qui se disaient national-révolutionnaires, révolutionnaires conservateurs, ou révolutionnaires de droite. Bien que les adeptes de la révolution conservatrice aient, à l'époque et plus tard, contesté leur assimilation au national-socialisme et vu leurs idées détournées par ce mouvement, tous ces groupements et individus appartenaient clairement à une même sphère autant anti-bourgeoise, anti-libérale et même anti-capitaliste qu'anti-socialiste, antisémite et anti-pacifiste.

BELGIQUE : DU PARTI DE L'ORDRE À L'ORDRE NOUVEAU

Comparée à l'Italie, à l'Allemagne et à d'autres régions d'Europe, de l'Irlande aux Balkans, où des révolutions éclatèrent, où des guerres civiles firent rage et où les conflits frontaliers se réglaient par les armes, la Belgique libérée avait des allures d'oasis de paix. Elle fut l'un des rares pays à conserver un système politique démocratique, alors que de 1922 à 1938, la quasi-totalité de l'Europe de l'Est et du Sud se vit gratifier d'un régime peu ou prou fasciste.

La Belgique constituait assurément une des contrées les plus stables du continent ; pourtant, elle n'échappa pas complètement aux tempêtes des lendemains de guerre. À la veille de celle-ci, les jeunes intellectuels francophones avaient déjà manifesté leur mécontentement concernant le parlementarisme et le règne des partis, mais aussi envers la neutralité, le pacifisme et l'internationalisme belges, ou encore les francs-maçons, les Juifs et le Mouvement flamand (voir Stengers et Gubin 2002, p. 124-125). Après 1918, comme ailleurs, les classes supérieures aristocrates et bourgeoises établies de la société encore très inégalitaire considéraient d'un mauvais œil le suffrage universel, qui menaçait de porter au pouvoir la classe des travailleurs. Certains catholiques et libéraux plaidaient pour un parti de l'ordre et même pour un corporatisme politique qui neutraliserait la supériorité numérique du peuple. Durant la guerre déjà, l'Action française s'était attirée des sympathies en Belgique francophone ; elle resta encore longtemps populaire parmi les étudiants catholiques francophones. Après la guerre se formèrent des gangs de rue qui s'en prirent autant aux bolchéviques qu'aux flamingants, ces deux groupes étant considérés comme un

(4) Pour une synthèse de la genèse complexe et du rôle du radicalisme de droite : Eberhard Kolb, *Die Weimarer Republik*, Munich, Oldenbourg, 1993, p. 1-35.

© Bruxelles, 165193

... La Légion nationale

danger pour une Belgique forte et unie et pour la suprématie de l'élite francophone. C'est dans cette atmosphère que vit le jour la Ligue pour la Restauration de l'Ordre et de l'Autorité dans l'État, à laquelle adhèrent notamment de jeunes intellectuels catholiques, tels Hubert Pierlot et Paul Van Zeeland, qui deviendront tous deux Premiers ministres dans les années 1930.

Le ressentiment lié aux résultats du processus de paix international était également très fort. Pierre Nothomb fonda en 1918 le Comité de Politique nationale pour militer en faveur de l'annexion du Luxembourg, du Limbourg néerlandais et de la Flandre zélandaise, prétextant notamment la sécurité de la Belgique. La Ligue de l'Action nationale, qui succéda au Comité, prônait également l'autoritarisme en réponse à la démocratisation de la société belge et défendait ouvertement la violence. C'est de ces cercles qu'émergea en 1925 le mouvement paramilitaire des Jeunesses nationales. En 1930, Nothomb liquida ces initiatives et opta pour une carrière politique au sein du parti catholique. Mais entretemps, en 1922 était apparue la Légion nationale, un mouvement dirigé par l'avocat liégeois Paul Hoornaert qui comptait vers la fin des années 1930 quelque 40 000 membres. Elle était très proche du fascisme italien, tout comme le Faisceau belge né en 1923, qui en vint même aux mains avec les flamingants et qu'elle absorba après 1930. Ce fascisme s'accompagnait d'un antisémitisme croissant⁵.

En Flandre néerlandophone – la région était encore en grande partie bilingue dans l'entre-deux-guerres –, un autre héritage violent se fit ensuite plus fortement sentir.

(5) Le deuxième volume de l'ouvrage *Mijn land in de kering* de Van Isacker (1983) offrait déjà un bon aperçu du déploiement de courants fascistes et assimilés en Belgique francophone. Il s'appuie sur une littérature secondaire audacieuse, notamment un ouvrage d'Eric Defoort consacré à l'Action française (1978). Notons que la conviction déjà vieille de plusieurs décennies selon laquelle la première vague d'extrême droite en Belgique était arrivée par les milieux francophones est bien moins présente dans la mémoire collective que l'amalgame entre ordre nouveau et Mouvement flamand. Concernant l'émergence de l'extrême droite, et plus précisément de l'antisémitisme dans les cercles francophones, voir aussi Lieven Saerens, 2000, p. 166 ; p. 238-247.

La société au garde-à-vous
(suite)

Une partie du Mouvement flamand avait étroitement frayed avec l'occupant allemand – une collaboration appelée « activisme », et regroupant des flamingants qui ne s'en tinrent pas à la paix de Dieu, ou à la passivité politique parmi les Belges, tant que dura l'Occupation. Outre la néerlandisation de la Flandre, avec pour trophée majeur l'université de Gand, néerlandisée en 1916, ils avaient tenté de faire main basse sur la politique et l'économie de la région et finirent même par appeler à l'indépendance de la Flandre. Après la Libération, la justice belge entama des poursuites, qui furent limitées à la destitution de fonctionnaires, à des amendes et des peines de prison sans qu'une seule condamnation à mort ne soit exécutée. Aux yeux des francophones et des cercles résolument belgophiles, le Mouvement flamand s'était brûlé les ailes. Les mouvements d'extrême droite qui réapparaissaient se dressaient contre tout ce qui relevait du flamingantisme. Mais dans les milieux néerlandophones, l'activisme put compter sur un plus grand crédit. En l'absence de profil idéologique clair, les flamingants de droite comme de gauche qui n'avaient pas eux-mêmes collaboré soutenaient les ex-activistes de leur couleur politique. Quoi qu'il en soit, ils partageaient l'ambition de briser l'hégémonie francophone et de réformer la société belge d'une façon ou l'autre. Cette réforme très vaste et profonde émanait en partie des activistes, comme Paul van Ostaijen et d'autres écrivains et artistes. L'avant-garde culturelle de la Flandre de l'entre-deux-guerres s'enracinait en partie dans la Première Guerre mondiale. Souvent, anarchistes, socialistes et communistes ne renièrent pas dès les années 1920 et 1930 leur engagement flamingant radical de la période de guerre⁶.

Cela ne signifiait pas pour autant qu'aucune ligne de rupture ne se dessinait. Un groupe radical d'activistes non seulement poursuivit son hostilité contre l'État belge après la guerre, mais évolua aussi dans une direction révolutionnaire de droite – avec, pour porte-parole influent, la revue *Vlaanderen* lancée en 1922. Bien qu'elle ait voulu se présenter comme idéologiquement neutre, des sympathies pour le fascisme s'y manifestèrent rapidement. Le prêtre catholique Robrecht De Smet, une des figures aux commandes de la revue, s'inspira en outre pour sa *Jong Vlaamse Gemeenschap* (jeune communauté flamande) d'associations similaires en Allemagne. À compter de 1927, la revue catholique *Jong Vlaanderen* (Jeune Flandre) exprima résolument, outre une conviction nationaliste flamande, des idées conservatrices révolutionnaires. Le corporatisme politique de l'Autrichien Othmar Spann, inspirateur de l'État fédéral austrofasciste instauré en 1934 par Engelbert Dollfuss depuis Vienne, suscita tout particulièrement l'intérêt⁷.

Quelques éléments permettent de comprendre le terreau favorable à ces tendances en Flandre. Avec l'activisme, une minorité convaincue avait emprunté contre l'opinion publique qu'elle prétendait défendre un chemin qui ne pouvait atteindre le but visé que dans un contexte de pressions et de violence. L'autorité de l'occupant allemand était le seul moyen à sa disposition. Non seulement la foi dans le droit, voire le devoir, qu'une élite avait de libérer son peuple prédisposait au recours à cette collaboration, mais la constellation complexe dans laquelle cette élite évoluait,

stimulait également une telle image de soi. Une partie du Mouvement flamand avait embrassé la violence politique et même physique au service de son propre élitisme et autoritarisme, pour ne plus jamais s'en défaire. Le poète Wies Moens annonça lors du pèlerinage de l'Yser de 1931 que le nationalisme flamand devait au besoin s'imposer contre le peuple flamand. Ce discours témoignait d'une atmosphère idéologique dans laquelle le « peuple » n'était plus un concept concret, mais une idée dans la tête d'une « élite » à ses yeux « éclairée » (Boehme, 1999/2011, p. 152).

Un autre facteur des évolutions idéologiques en Flandre fut la crainte des catholiques que la démocratisation et l'évolution économique, qui avaient été indéniables dans cette région à la traîne, ouvrent la porte au socialisme, et à un désintérêt pour l'Église. L'évolution qu'avait connue la Wallonie était considérée comme un exemple de ce qu'il fallait éviter. La démocratisation et la modernisation économique offraient diverses opportunités pour la Flandre, mais la classe moyenne néerlandophone, souvent catholique, voulait en garder les bénéfices. Elle nourrissait l'ambition de remplacer l'élite bourgeoise francophone. Les idées et pratiques autoritaires développées par cette dernière parvinrent à séduire les concurrents flamands. Le mouvement des étudiants catholiques émana de cette classe moyenne et tomba dans les années 1930 aux mains de la révolution de droite venue d'Allemagne (Boehme, 1999/2011, p. 88-92).

Ce mimétisme s'exerça également d'une autre façon, avec l'adoption de la forme prise par l'adversaire politique. Des membres du Mouvement flamand pensaient devoir réagir au fascisme des belgophiles francophones, clairement dirigé contre eux, en copiant leur style et leurs idées (Boehme, 2008, p. 177-178 ; p. 198). Ce mécanisme se présenta en outre lors de confrontations au-delà des frontières nationales. Frederik Carl Gerretson, qui avait déjà fomenté des troubles parmi les activistes en Flandre pendant la guerre et qui étaient fortement lié aux cercles coloniaux et économiques néerlandais, et Anton Mussert, initialement ingénieur au Service des Eaux d'Utrecht, fondèrent tous deux des mouvements fascistes aux Pays-Bas (Boehme, 1999/2011, p. 142-143). Là fit quelque temps rage l'annexionnisme ultranationaliste, qui voulait également revoir les contrats d'eau au profit d'Anvers, ce qui se solda par un long conflit belgo-néerlandais. Une « internationale du fascisme » se dessina ainsi parce qu'un mouvement dans un pays inspirait un groupement dans un autre pays, comme ce fut le cas avec d'autres idéologies. L'adoption d'idées, de styles et de formes d'extrême droite fut aussi probablement favorisée par les stéréotypes que l'on avait de l'ennemi.

– Wies Moens en 1929

(6) Geert Buelens, Matthijs de Ridder et Jan Stuyck (dir.), *De Trust der Vaderlandsliefde. Over literatuur en Vlaamse Beweging 1890-1940*, Anvers, AMVC-Letterenhuis, 2005.

(7) Pour une analyse approfondie des deux hebdomadaires, voir les études d'Olivier Boehme parues en 2008 (p. 194-230) et en 1999 (p. 132-133, seulement pour *Jong Dietschland*).

La société au garde-à-vous
(suite)

La révolution flamande de droite fut surtout influencée par des modèles allemands et autrichiens ; cela peut s'expliquer par le fait qu'une partie de l'avant-garde politique et idéologique flamande préféra puiser dans une alternative allemande pour répondre à l'extrême droite francophone et à son inspiration franco-italienne. Quoi qu'il en soit, notons que le *Lectuur-repertorium* (Répertoire de lecture) de Joris Baers, un document qui faisait autorité parmi les catholiques flamands quant aux lectures approuvées ou non, bannissait les écrits de Charles Maurras et de son Action française condamnée par le Vatican en 1926, mais non *Mein Kampf* d'Adolf Hitler (Boehme, 1999/2011, p. 94). Joris Van Severen, fondateur, en 1931, du Verdinaso, fut également très influencé par la littérature française. En tout état de cause, ce mouvement prit la forme d'une organisation uniformisée, dont les membres marchaient au pas sous l'autorité de leur leader.

Plus d'une décennie après la guerre, le militarisme restait aussi pour une partie de la population flamande un modèle visiblement digne d'être suivi plutôt qu'évité. Le *Vlaams Nationaal Verbond* (VNV, Ligue nationale flamande) fondé en 1933, au profil d'abord assez incertain, promouvait en tout cas un nationalisme populaire qui n'était pas exempt d'une charge raciste et autoritaire conformément au modèle allemand. Les cercles du Verdinaso et du VNV manifestaient en outre un antisémitisme virulent. La Flandre catholique qu'ils voulaient s'attacher n'était pas insensible aux idées d'ordre nouveau en provenance de l'étranger, à condition que le racisme en soit écarté, ce « biologisme » paraissant inconciliable avec l'enseignement religieux.

FUIR LA POLITIQUE

L'entreprise de Victor Leemans montre toute la complexité que présentait parfois la fréquentation des positions révolutionnaires de droite, fascistes et nazies en Flandre (Boehme, 1999/2011, p. 129-179). Il avait manifestement l'ambition de donner une orientation idéologique du VNV, dont il était membre et qui le soutint au début de l'occupation allemande en 1940 quand il devint secrétaire général aux Affaires économiques. Le titre de son essai politique *Het nieuwe front* (Le nouveau front, 1933) montrait à lui seul combien la rhétorique de guerre s'était emparée de la pensée politique. Il évoquait ici et là le peuple, conçu comme une entité culturelle et ethnique au même titre que les Flamands, comme le noyau d'une nouvelle énergie révolutionnaire. Pareille phraséologie véhémement devait défendre l'idéal d'une société corporatiste de compatriotes. Cette nation populaire ne serait ni capitaliste, ni socialiste, ni bourgeoise, ni prolétaire. À l'instar des autres adeptes de la nouvelle droite, cet idéologue avait pour ambition d'intégrer l'économie dans un ordre. L'étude de l'un de ses maîtres à penser, le professeur de droit berlinois Carl Schmitt, un éminent juriste qui avait offert ses services au régime nazi, laissa cependant voir que, sous de complexes plaidoyers en faveur de l'ordre, de l'autorité et du rétablissement du « politique », se cachait précisément une fuite de la politique. Le traitement de la guerre et du monde qu'elle avait laissé derrière elle n'avait de ce côté du spectre idéo-

logique pas entraîné de réflexion sur le politique comme sphère autonome. Le politique ne pouvait être dominé ou dompté qu'avec un ordre inspiré par un système guerrier.

Les années qui suivirent l'émergence de différentes variantes d'ordre nouveau dans les premières années de la paix recouvrée ne produisirent aucune théorie politique cohérente. Les systèmes et mouvements politiques qui auraient dû étayer une telle théorie ne semblaient pas non plus en avoir le véritable besoin. Il ne semblait pas exister de lien clair entre ceux qui se prononçaient pour l'une ou l'autre forme de révolution de droite et le camp concret qu'ils rejoindraient lors de la guerre mondiale suivante. La pensée radicale de droite avait touché des milieux nombreux et variés. Dans ce domaine également, la Première Guerre mondiale projeta largement son ombre. ■

Traduit du néerlandais par Emilie Syssau

— Victor Leemans (à gauche)
avec des amis à Wiesbaden
en 1929

© La Maison des lettres, Anvers, archives Raf Verhulst

BIBLIOGRAPHIE

- Olivier Boehme, *Griep naar de markt. De sociaal-economische agenda van de Vlaamse Beweging en haar ideologische versplintering tijdens het interbellum*, Louvain, LannooCampus, 2008.
- ---, *Revolutie van rechts en intellectuelen tijdens het interbellum. Ideeënhistorische bijdragen* [1999], Louvain/La Haye, Acco, 2011.
- Stefan Breuer, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1996.
- Geert Buelens, Maarten De Ridder et Jan Stuyck (dir.), *De Trust der Vaderlandsliefde. Over literatuur en Vlaamse Beweging 1890-1940*, Anvers, AMVC-Letterenhuis, 2005.
- Eric Defoort, *Charles Maurras en de Action française in België*, Bruges, Gottmer, 1978.
- Richard J. Evans, *The Pursuit of Power: Europe 1815-1914*, Toronto, Allen Lane, 2016.
- Ernst Jünger, *Orages d'acier*, traduit de l'allemand par Julien Hervier, Paris, Gallimard, 2008.
- Eberhard Kolb, *Die Weimarer Republik*, Munich, Oldenbourg, 1993.
- Armin Mohler, *La révolution conservatrice en Allemagne, 1918-1932*, traduit de l'allemand par Henri Plard, Puiseaux, Pardès, 1993.
- Lieven Saerens, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tiel, Lannoo, 2000.
- Jean Stengers et Éliane Gubin, *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918. Tome 2. Le grand siècle de la nationalité belge. De 1830 à 1918*, Bruxelles, Racine, 2002.
- Karel Van Isacker, *Mijn land in de kering. 1830-1980. Deel 2: De enge ruimte 1914-1980* [1978], Anvers/Amsterdam, De Nederlandsche Boekhandel, 1983.
- Stefan Zweig, *Le Monde d'hier : souvenirs d'un Européen* [1942], traduit de l'allemand par Dominique Tassel, Paris, Gallimard, 2016.